

# LA POLITIQUE

## LES UNIVERSITÉS POPULAIRES

S'il est vrai, comme l'a écrit Michelet, que le premier et le dernier mot de la politique soient dans l'éducation, il s'est produit à Paris, cette dernière quinzaine, un événement encore à peu près inconnu, mais plus considérable pour l'avenir de la France que les fastes retentissants dont nos journaux ne désencombrent pas.

Je veux parler de la fondation d'une *Société des Universités populaires*.

Tous les lecteurs de ce journal savent, par les articles d'Homodei, de Rémo, de Jean-René, quels merveilleux développements a pris depuis cinq ans l'œuvre de la seconde éducation du peuple en France. J'ai moi-même rappelé, il y a quelques semaines, dans un article sur « la Démocratie étudiante », les principaux résultats obtenus par MM. Ferdinand Buisson, Léon Bourgeois, Edouard Petit et leurs milliers de collaborateurs. Cours du soir, conférences d'adolescents, lectures littéraires, classes professionnelles, associations amicales d'anciens élèves, mutualités scolaires, — autour de l'école et après l'école, se sont organiquement groupées, comme des organes naturels et nécessaires, toutes les œuvres dont l'instituteur laïque est devenu l'âme vivante et agissante.

Les étrangers qui voyagent en France autrement qu'en touristes d'agences Cook sont stupéfaits des changements accomplis depuis quelques années. Ils admirent, sans se l'expliquer très bien, cette merveilleuse éclosion d'éducateurs populaires qui sortirent tout à coup des sillons, en apparence arides, de la démocratie française. Et ils disent couramment qu'à l'heure actuelle aucune œuvre n'est comparable dans aucun autre pays, pour l'intensité, la diversité, la spontanéité fraternelle, à cette œuvre de l'éducation post-scolaire dans nos campagnes et dans nos villes.

Nous savons bien, nous, que cette œuvre est l'achèvement logique des lois Ferry. L'école primaire laïque n'avait de sens que si elle était la première pierre des Universités du Peuple. L'école primaire laïque n'était qu'une modeste, mais sûre maison préparatoire à la grande Ecole Populaire qui instruirait l'enfant, éduquerait l'adolescent et charmerait encore l'homme mûr et le vieillard. La démonstration est faite aujourd'hui que l'école primaire n'a pas été la création officielle d'un parti sectaire. Elle est devenue un centre lumineux et chaleureux autour duquel s'élargit, chaque jour plus pressée, une couronne d'âmes.

Toutes ces choses sont maintenant connues. Je ne les ai rappelées que pour mieux déterminer l'importance de la nouvelle société qui vient de se fonder.

Cette société ne se propose pas de refaire ce qui est admirablement fait par l'Instituteur et par les diverses Associations Philotechnique, Polytechnique, Ligue de l'Enseignement, etc. Elle ne créera ni cours d'adultes, ni classes du soir, ni patronages laïques, au sens précis qu'ont pris ces mots aujourd'hui. Elle estime que ce serait faire une doublure — et une doublure bien inutile — aux œuvres dès maintenant en pleine prospérité.

La *Société des Universités populaires* vise plus haut. Elle veut mettre une flèche et un chœur à cette cathédrale de la Démocratie que sont en train d'édifier les éducateurs laïques.

Une flèche, qui permette au peuple l'ascension jusqu'aux cimes aiguës d'où l'on domine l'horizon intellectuel. Un chœur, qui manifeste au peuple le sanctuaire où s'élaborent la pensée libre, la beauté libre, la science libre, génératrices fécondes d'énergie et de gloire pour les races. Une flèche et un chœur, qui soient à tous les professeurs et à tous les étudiants populaires un point de ralliement dans le ciel, un centre de lumière dans la patrie.

Au-dessus des écoles de village et de faubourg, pour harmoniser et reconforter ces milliers d'énergies éparses, il faut, dans quelques-unes de nos grandes villes, une Université du Peuple.

Nos Universités d'enseignement supérieur actuel ne correspondent nullement à ce besoin. Elles sont ouvertes à des heures où aucun homme du peuple (ouvrier, employé, paysan) n'est libre ; elles distribuent un enseignement à diplômes qui suppose, pour être compris et suivi avec fruit, un système d'éducation préalable ; elles sont, ou des laboratoires de la recherche scientifique, ou des fabriques de fonctionnaires. Elles n'ont pas — pourront-elles jamais l'avoir ! — cette large ouverture et cette générosité sociale que les mettraient de plain-pied avec le Peuple... Aussi le Peuple ne va pas aux Universités. Il faut donc que le

Universités aillent au Peuple. Mieux encore, il faut créer les *Universités du Peuple*.

Comment est née cette idée de la *Société des Universités populaires* ? Quels en sont les ouvriers de la première pierre ? Et que veulent-ils exactement ?

L'histoire n'en saura jamais trop être racontée. Elle fait honneur à notre nation.

En 1895, un ancien garçon de cave devenu comptable dans une société coopérative, M. G. Deherme, fonda une Revue destinée à servir de trait d'union entre les ouvriers qui lisent et les philosophes qui pensent. Cette feuille, petite par l'aspect, grande par l'inspiration, il la nomma d'un nom très heureux : *la Coopération des Idées*. Elle donnait tous les mois un bon résumé, un peu abstrait parfois, du mouvement sociologique. Elle réalisa en partie le dessein de son fondateur, elle pénétra chez le professeur et chez l'employé, elle fit circuler entre eux un courant vif de sympathie intellectuelle.

Cela était déjà très bien. Mais, en 1897, G. Deherme conçut une idée plus profonde. « Pourquoi, se dit-il, moi, qui suis un ancien ouvrier, un petit employé, moi qui habite en plein faubourg Saint-Antoine, pourquoi n'ouvrierais-je pas, à côté de ma Revue, un local où se réuniraient tous les soirs, pour causer, des gens du peuple et des intellectuels ? Ne serait-ce pas la vraie, la vivante *coopération des idées* ? »

Deherme ne se contenta pas de faire ce raisonnement. Il passa à l'acte. Il trouva (non sans peine) les deux ou trois cents francs nécessaires. Il loua une arrière boutique en plein faubourg Saint-Antoine, au numéro 17 de la rue Paul-Bert. Dans cette pièce assez vaste, éclairée au gaz, il mit une longue table, trente à quarante chaises, quelques gravures sur les murs, nombre de revues et journaux (qu'il recevait gratuitement en échange) sur la table. Ceci fait, il dit aux ouvriers : « Venez tous les soirs lire et causer avec nous. » Et il dit aux intellectuels : « Venez tous les soirs causer et lire avec nous. »

Son appel fut entendu. Dès les premiers soirs, les ouvriers vinrent. C'étaient, pour la plupart, mécaniciens, ébénistes, petits employés d'assurances ou de chemins de fer, une élite déjà dans la masse faubourienne, garçons de vingt ans aux yeux vifs, à la tête solide, au parler fin, — quelques femmes aussi, étudiantes, aussi, fidèles au rendez-vous, des professeurs, des médecins, des hommes de lettres : Gabriel Séailles, Victor Charbonnel, Ferdinand Buisson, Charles Wagner, Henri Mozel, le docteur Legrain, le docteur Cantacuzène, Paul Desjardins, etc., etc. Et cela intéressa tellement les ouvriers qu'au bout de quinze jours *quatre-vingts* d'entre eux s'abonnèrent à 0 fr. 50 par mois. Heureusement qu'ils ne venaient pas tous à la fois tous les soirs, car l'arrière-boutique de la rue Paul-Bert n'aurait pu les contenir.

L'œuvre dure depuis déjà dix-huit mois, et l'on peut dire qu'elle a réussi. Elle a même trop bien réussi. Elle étouffe dans son arrière-boutique, elle craque dans ses cadres. Si elle ne s'étend pas, ne se multiplie pas, elle est menacée de congestion.

Ce n'est pas le moment de faire ici la critique, toujours facile après tout et sans intérêt quand on crée, des lacunes et des parties faibles de *la Coopération des Idées*. Un résultat immense a été obtenu, qui fait négliger tout le reste. A quarante ouvriers assemblés, dont pas un ne travaille moins de dix heures par jour dans quelque atelier, tous les soirs un « intellectuel », qui n'a travaillé guère moins, vient faire une conférence amicale sur des sujets tels que : « les Coopératives belges », ou « Michelet et la France », ou « le Socialisme agraire à Rome », ou « les Dernières théories microbiennes », etc. Et dans cette petite salle lumineuse, solitaire parmi les assommoirs et les distillations du faubourg, s'édifie la première ébauche de la Maison de l'Avenir, le prototype, humble et sublime, des Universités du Peuple.

Ce n'est donc pas le hasard, c'est la logique de la volonté humaine qui a fait naître et se réunir dans l'arrière-boutique de la rue Paul-Bert la première assemblée de la *Société des Universités populaires*.

Les conférenciers ordinaires de *la Coopération des Idées*, Emile Trolliet, Henri Mazel, Victor Charbonnel, Ferdinand Buisson, Gabriel Séailles, se sont joints à un certain nombre d'hommes politiques et de publicistes, Pierre Baudin, Lucien Descaves, Gustave Geffroy, Eugène Fournière, Maurice Bouchor, Jules Lermains, et, sur l'impulsion énergique de Deherme, ils ont décidé de faire un appel au pays.

*La Coopération des Idées*, fondée par Deherme et ses amis ; les *Lectures populaires*, fondées et multipliées dans les faubourgs de Paris par Maurice Bouchor et ses collaborateurs ; l'idée des *Musées du Soir*, lancée par Gustave Geffroy et Lucien Descaves ; le *Théâtre civique*, ébauché par Louis Lumet et J.-J. Prod'homme, toutes ces tentatives se sont spontanément cristallisées autour de la *Société des Universités populaires*.

Quel commentaire vaudrait maintenant la citation textuelle du manifeste adressé par la Commission Provisoire à tous ceux, riches ou pauvres, que passionne l'éducation laïque de la démocratie française ? Ecoutez :

Notre ambition est grande : nous voulons la vérité, la beauté, la vie morale pour tous ; nous voulons que le peuple soit admis à participer à ces biens qui constituent le patrimoine propre à l'humanité ; nous voulons que comme le soleil pour tous les yeux, la lumière intelligible se lève pour toutes les intelligences.

Nous voulons une civilisation réelle, qui ne

laisse plus en dehors d'elle la majorité des hommes, une civilisation qui ne soit plus l'œuvre et le profit de quelques-uns, à laquelle tous soient appelés à concourir et à participer.

Notre Association ne propage aucune doctrine politique, religieuse ou philosophique particulière. Elle est une œuvre d'enseignement supérieur populaire et d'éducation éthique sociale. Elle s'interdit donc tout prosélytisme, et n'exclut que l'exclusion. Elle ne veut pas, en divisant et aigrissant les esprits, faire des partisans ; mais, en les unissant dans la recherche sincère du vrai et du bien, dans la joie du beau, faire des hommes. L'esprit qui nous anime est un esprit libre.

Les heures de loisir sont pour l'ouvrier, l'employé et le paysan, s'ils n'ont pris le goût des saines et fortes lectures, les plus tristes et les plus dangereuses ; alors qu'ils pourraient non seulement les employer agréablement et utilement, mais encore les utiliser pour leur développement physique, intellectuel et moral, ce qui veut dire pour leur émancipation sociale.

En face du cabaret, du café-concert, de la réunion publique, nous proposons d'édifier nos Universités populaires.

Ces cathédrales de la démocratie devraient comprendre :

1° Une salle de cours et conférences pour l'enseignement supérieur ;  
2° Une salle de cours pour les différentes sociétés d'enseignement secondaire ;  
3° Un Musée du soir avec cours professionnels ;

4° Une salle de spectacle ;  
5° Une salle d'escrime et de gymnastique ;  
6° Une salle de bains-douches ;  
7° Un salon de conversation ;  
8° Une bibliothèque constamment ouverte ;  
9° Des laboratoires ;  
10° Un cabinet de consultations médicales, juridiques, économiques ;  
11° Une pharmacie ;  
12° Un restaurant tempérant ;  
13° Quelques chambres meublées à louer aux jeunes gens de toutes conditions ;  
14° Une école normale d'éducateurs populaires ;  
15° Offices de placement, mutualité, assurances, etc.

Nous organiserons aussi pour les beaux jours des excursions scientifiques, esthétiques, des visites aux musées, ou simplement des promenades amicales.

Ces Universités ne laisseront pas en dehors de leur action les familles de leurs membres : femmes, enfants, apprentis, domestiques. Non seulement elles tâcheront d'améliorer leur situation par les associations de tous genres, mais encore elles viseront à l'amélioration et à l'embellissement du foyer. Leur activité en ce sens pourra être particulièrement dévolue aux dames qui feront partie des comités. Notre éducation sera cordiale. Ce qui fera sa force, sa fécondité, sa puissance de pénétration, c'est que, dans nos Universités, le peuple sera chez lui, en famille, avec des amis sincères. Nous irons à l'âme. Notre enseignement sera vivant. Nous pénétrons le peuple dans ses plaisirs, dans ses travaux, dans ses souffrances. Aux jeunes générations nous donnerons par là un puissant motif d'agir, une raison de vivre qui les dépassent. C'est en faisant plus de justice que nous établirons la concorde sociale. En voulant faire des hommes soumis, on fait des révoltés ; nous voulons faire des hommes libres, des hommes de jugement sain, qui rendent un peu plus difficile le métier de politicien et de journaliste ; donner à tous l'habitude de la réflexion et de la critique.

Mais notre société n'attendra point de pouvoir tout ce qu'elle veut pour faire tout ce qu'elle peut. Elle agira immédiatement, constamment et de toutes façons. Ce sera la meilleure preuve de vitalité et de force.

Elle devra toutefois ne pas perdre de vue que son principal objet est la construction d'une Université populaire modèle, d'un vrai palais du peuple. C'est la grande difficulté à vaincre. Les autres Universités surgiront ensuite d'elles-mêmes un peu partout. La France est le pays de l'enthousiasme.

Pour cette œuvre, il nous faut beaucoup d'argent et surtout beaucoup d'hommes dévoués. Nous sommes persuadés que nous n'en manquerons point. D'ailleurs, nous comptons les amener à grouper leur bonne volonté et leurs efforts aux nôtres plus par ce que nous ferons que par ce que nous dirons.

Que pourrions-nous ajouter à cet admirable programme ? Rien que ceci :

Notre démocratie laïque comprend parmi ses membres un certain nombre d'hommes que leur travail (et plus encore celui des autres) a rendus riches et puissants. Elle comprend encore parmi ses membres un certain nombre d'hommes que leur travail, leur talent (et plus encore les circonstances de la vie) ont rendus savants et artistes. Jusqu'ici, ces deux élites de notre démocratie, élite financière et élite intellectuelle, ont beaucoup moins fait pour l'éducation du Peuple que les modestes prolétaires, instituteurs ou publicistes, dont l'effort a créé l'œuvre post-scolaire en France. Aujourd'hui, ces élites se sentent menacées, et elles le sont vraiment, par la réaction cléricalle renforcée de l'ignorance populaire. Qu'elles réfléchissent ! Sans une profonde et constante pénétration de la pensée dans le peuple, il n'y a pas de salut pour une démocratie républicaine contre les revanches de l'Eglise et de la Force.

Ce que nos élites n'ont pas su faire, la bourgeoisie et les Universités anglaises l'ont fait. Leurs professeurs et leurs étudiants sont devenus des missionnaires de la pensée à travers le peuple. Les Instituts polytechniques de Borough-Road, News-Cross et Battersea ont coûté *sept millions* aux gros marchands de Londres. Un Chamberlain a donné *deux millions* pour son Institut populaire de Birmingham ; un Quintin Fogg a donné *dix millions* pour son Institut populaire de Regent Street ; le « Palais du Peuple » à Londres est sorti d'un roman de Walter Besant. et « University Hall », d'un roman de Humphry Word.

Nos hauts bourgeois, nos hauts intellectuels seront-ils capables d'un semblable effort ? Si cet article tombe sous les yeux de quelques-uns d'entre eux, s'il est compris et approuvé d'eux, qu'ils me récompensent en n'oubliant pas l'adresse de la *Société des Universités populaires*, 17, rue Paul-Bert, Paris.

HENRY BÉRENGER.